

RESPIRER, BOIRE, MANGER, HABITER,

Comment allez-vous RESPIRER, BOIRE, MANGER, HABITER, CIRCULER ?

Les élus communaux élaborent et proposent des documents d'urbanisme, mais ont-ils tenu compte de vos besoins vitaux ?

La FRAPNA Drôme a construit un outil pour permettre à chacun de comprendre comment l'aménagement du territoire définit nos conditions de vie sur nos villes et villages.

Qu'allons-nous boire ?

Cet article autour de l'eau propose de reprendre les hypothèses et les contributions de notre association fournies lors de l'enquête publique de plusieurs Plans locaux d'urbanisme : Dieulefit, Moras-en-Valloire, Romans, Valence, Etoile-sur-Rhône, St Donat-sur-Herbasse, St Barthélémy-de-Vals.

Pour savoir comment vous pourrez boire demain, il faut se poser les questions suivantes :

- **Quelle est la qualité de cette ressource et comment la préserve-t-on (la restaure-t-on) ?**
- **Quelle quantité d'eau est disponible, quelle est l'évolution des besoins ?**

PREMIER CONSTAT : une eau de qualité de plus en plus rare

L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, dans une étude sur les impacts du changement climatique, fait le constat suivant : **Moins de neige, une eau plus rare et aléatoire, des rivières plus basses en été ; les nouvelles données du changement climatique obligent à repenser la gestion de l'eau.**

Sur Valence, Romans et Etoile-sur-Rhône : les études du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du *Grand Rovaltain* montrent que **les limites de prélèvement en eau semblent atteintes pour tous les usages et pour tous les aquifères. La gestion durable et économe de la ressource en eau est un enjeu majeur pour le Grand Rovaltain.**

La commune de Moras est incluse dans l'aire d'étude du SAGE de Bièvre-Liers-Valloire. Les conclusions des premières études sont inquiétantes tant sur la quantité que sur la qualité de l'eau dite potable. « **L'examen des chroniques piézométriques met en évidence que depuis 2003, les niveaux d'eau dans la nappe sont très bas, et comparables à ceux rencontrés durant les étiages exceptionnels des hivers 1991-1992 et 1997-1998. La répétition d'année faiblement déficitaires du point de vue de la recharge a conduit à une baisse importante de la piézométrie, mettant ainsi en évidence une inertie forte de l'aquifère. L'analyse qualitative des 140 prélèvements**

d'eau a révélé une teneur moyenne en nitrates de 36 mg/l. Il est à noter que les teneurs en nitrates et les niveaux piézométriques montrent une très forte corrélation. En effet, en hautes eaux, les teneurs en nitrates sont beaucoup plus importantes du fait d'une remobilisation des nitrates situés dans la zone non saturée. Au niveau des pesticides, on note encore la présence forte de déséthyl-atrazine alors que l'atrazine n'est pratiquement plus détecté aujourd'hui dans la nappe. D'autres molécules, et notamment le métolachlore, ont été détectées à plusieurs endroits ».

- A Dieulefit, il est constaté une baisse importante des sources en période d'étiage. La multiplication des forages privés est un problème croissant. L'alimentation des nouvelles constructions par des forages ou des captages doit être limitée. La rareté de la ressource en eau représente une contrainte en matière d'urbanisation : la municipalité devra renforcer le réseau et mettre en cohérence les développements urbains avec ses capacités.

Dépenses annuelles entraînées par les pollutions diffuses agricoles

Les pertes et surcoûts annuels attribués aux pollutions agricoles diffuses sont évalués entre 1 110 à 1 680 millions d'euros/an dont :

- 370 à 390 M€ de dépenses additionnelles pour les ménages n'impactant pas la facture d'eau (achat d'eau en bouteille, filtrage de l'eau...)
 - 640 à 1 140 M€ de dépenses additionnelles des services d'eau et d'assainissement impactant la facture d'eau des ménages (soit de 6,6 % à 11,8 % de la facture d'eau)
 - 100 à 150 M€ de pertes marchandes dues à l'eutrophisation
- Le traitement des eaux de surface et côtières coûterait 54 000 à 91 000 millions d'euros/an.

Les dépenses pour la restauration des eaux souterraines s'élèvent entre 522 000 à 847 000 millions d'euro/an.

La mise en conformité à la Directive Eaux Souterraines nécessiterait entre 1 100 à 3 000 millions d'euro/an.

Données : Agences de l'Eau, SOeS, INSEE / Source : *Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau*, Ministère chargé de l'écologie, 2011.

CIRCULER

DEUXIÈME CONSTAT : des besoins croissants

Pour justifier de l'utilisation de surfaces à urbaniser toujours plus grandes, les élus décrivent souvent une croissance de la population étonnante :

- *Valence* veut accueillir 7 078 habitants en 12 ans soit, en moyenne, 589 habitants par an (environ +1% par an) alors que l'augmentation globale de sa population entre 1999 et 2009 a été de 142 habitants.
- *Dieulefit* veut atteindre 3800 habitants d'ici 2024 (+ 772 habitants) alors que les évolutions démographiques étaient de 0% par an entre 1999 et 2008 et -0,3% entre 2008 et 2012.
- *Montmeyran* se fixe une augmentation de la population de « 1,1% par an » près du double de la croissance moyenne « 0,6% par an » enregistrée entre 1999 et 2009.
- *Romans* prévoit 0,60% par an, soit une croissance deux fois plus rapide que celle des années précédentes.
- *Moras-en-Valloire* verra sa population augmenter en moyenne chaque année de 15 habitants d'ici 2030, contre 8,7 ces 15 dernières années.

D'autres communes sont réalistes et veulent maîtriser leur développement :

- *St-Barthélemy-de-Vals* accueillera 223 nouveaux habitants d'ici 2027, réduisant ainsi l'augmentation de sa population de 1,4% entre 1999 et 2008 à 0,75%.
- De même, *Etoile-sur-Rhône* a décidé de limiter l'augmentation de sa population à 1,1% en moyenne par an, alors qu'elle était de 1,63% entre 2008 et 2012.
- *St Donat* veut réduire sa croissance démographique de 2,1% à 1,7% par an en moyenne.

Tous ces nouveaux habitants, qu'ils soient natifs de la commune ou non, consomment de l'eau.

Quelle priorité ?

L'accueil d'une nouvelle population ne peut s'accompagner que par des mesures d'économie équivalentes aux besoins de celle-ci. Or les PLU des communes envisageant une augmentation de leur population ne prévoient aucune mesure allant dans ce sens, sinon la fuite en avant.

La FRAPNA Drôme a donc posé systématiquement la question suivante dans ses contributions : ***Dans un contexte de crise écologique, est-ce une gestion durable et économe de la ressource en eau de vouloir fortement augmenter la population de la commune?***

Aucune commune n'a répondu à notre question. Dans quelques années, les habitants auront-ils assez d'eau pour Boire ?

Prix de l'eau potable et de l'assainissement en Europe

En 2013, le prix moyen de l'eau potable et de l'assainissement est de 3,81 €/m³ :

- 6,55 € au Danemark ;
- 5,31 € en Allemagne ;
- 4,20 € aux Pays-Bas ;
- 4,11 € en Belgique ;
- 3,95 € en Finlande ;
- 3,66 € au Royaume-Uni ;
- 3,40 € en Suède ;
- 3,38 € en France ;
- 2,40 € en Espagne ;
- 1,12 € en Italie.

Données : Enquête Nus-consulting, 2013 / Source : *Baromètre Nus Consulting sur le prix des services de l'eau en Europe entre 2011 et 2013*, Nus Consulting, 2013

À la fin du 18^{ème} siècle, les hygiénistes estimaient qu'une personne utilisait pour l'ensemble de ses besoins 15 à 20 litres d'eau

Aujourd'hui, chaque Français utilise en moyenne 151 litres d'eau par jour dans sa vie quotidienne sachant que la consommation domestique moyenne par an et par habitant varie de 109 à 228 litres, du nord au sud. (Source : SOeS – SSP-Agreste, enquête eau 2008)

C'est à l'âge adulte que l'on utilise le plus d'eau ; nettement plus que les enfants (69 litres par jour en moyenne) ou les personnes âgées (105 litres).

- Notons le cas particulier des résidences spécialisées pour les personnes âgées : les utilisations y atteignent 240 à 310 litres par jour, selon l'âge des résidents et la nature des installations.

- Enfin, si les sportifs se caractérisent par une utilisation plus forte que la moyenne (204 litres par jour en moyenne) due à une hydratation intense et à des douches journalières répétées, c'est en vacances que les Français se montrent le moins économes, leur utilisation moyenne passant alors à 230 litres d'eau par jour.